

SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

PROGRAMME POLITIQUE DU SOLEIL D'AVENIR

REVOLUTIONNER LE FASO

JUSQU'AU BOUT DU REVE

BANFORA, LE 31 OCTOBRE 2020



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76



soleildavenirpolitique@gmail.com

SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

INTRODUCTION

A vous Peuple du Burkina Faso, Femmes, Hommes, Jeunes, Adultes, des 13 régions, des 45 Provinces, des 350 Communes, des 8228 Villages.

J'ai l'avantage de vous présenter le programme politique du SOLEIL D'AVENIR, que je porte en tant que candidat à l'élection présidentielle. Ce programme comporte quinze (15) mesures concrètes par lesquelles je compte faire faire 15 pas en avant à notre noble Nation pendant les cinq ans de mandat. Il y en a 15 parce que je programme de former un gouvernement de 13 Ministres ; chaque ministère aura en charge l'exécution et la stabilisation d'une mesure du programme. Le Premier Ministre aura en charge spéciale l'application d'une de ces mesures. Le Président du Faso, Chef de l'Etat assumera la responsabilité d'une mesure. Les 15 mesures sont ainsi réparties, la responsabilité de l'exécution de chacune d'elles établie et le bilan de l'application concrète de chacune d'elles objectivement et facilement traçable.

Ces mesures principales seront accompagnées par la prise de certaines mesures secondaires et complémentaires dans d'autres domaines.

Je remets ce programme dans vos mains et sollicite vos suffrages pour le porter, pour la grandeur du Burkina Faso et le Bonheur des burkinabè.

JUSQU'AU BOUT DU REVE

Professeur Abdoulaye SOMA

Président du SOLEIL D'AVENIR



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



soleildavenirpolitique@gmail.com



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76



Jusqu'au bout du rêve

1. LA RECONCILIATION, L'UNITE ET LA SECURITE NATIONALE.

LE PROFIL IDEAL POUR REUSSIR

Le Burkina Faso est à la croisée des chemins, il lui faut une réconciliation intègre pour regagner et redonner espoir.

En effet, les acteurs majeurs de la classe politique actuelle sont aux affaires depuis une trentaine d'années. Les grands dirigeants politiques actuels du Pays, qu'ils soient de la majorité gouvernante ou de la minorité opposante, étaient ensemble dans le même bloc politique pendant la période révolutionnaire. La révolution militaire n'admettant par essence ni opposition ni pluralisme politiques, les dirigeants politiques sont de gré ou de force dans un seul et même mouvement politique populaire. Dans une telle configuration, le positionnement public et la promotion d'un personnage politique dérivent fondamentalement des rapports de parenté, d'amitié, d'intimité, de cordialité et de confidentialité qu'il entretient avec les chefs politiques. De ce fait, les personnages publics ont dû nouer et développer pareilles relations avec les grands leaders de la Révolution. C'est dans un tel contexte qu'advient le dénouement du 15 octobre 1987. Le sens commun de cet événement dans la conscience collective est qu'un leader de la Révolution est responsabilisé de la mort d'un autre. Ainsi, les « amis » du second se sentent en devoir de tenir naturellement le premier pour ennemi, et inversement d'ailleurs. La fracture politique qui s'ouvre et se manifeste dès lors dans la superstructure des institutions politiques trouve son fondement dans des rapports sociaux inamicaux entre personnes dirigeantes. La structuration des partis et formations politiques, ainsi que des différents vieux leaders semble davantage fondée sur des inimitiés personnelles que des oppositions idéelles ou idéologiques. C'est cela qui pose d'énormes problèmes et blocages au Burkina Faso. Le Président du Faso actuel, Roch Marc Christian KABORE, a lui-même expliqué, l'insécurité, la pauvreté et différentes difficultés que le Pays vit sous son règne par cette situation d'inimitiés.

Le Burkina Faso est ainsi comme un véhicule dont le moteur est éteint. En l'état, il ne suffira pas de lui mettre le maximum de carburant. Il n'avancera qu'avec le mouvement de la clé de démarrage. La clé de redémarrage du Burkina Faso est sans conteste la réconciliation. Aucun des

SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

leaders de la vieille classe politique ne peut réussir une réconciliation intégrale, ils sont parties intégrantes problème. La sagesse nous enseigne que si des acteurs sont en bagarre, en conflit ou en inimitié, il faut trouver un nouvel acteur, neutre et extérieur au problème, qui peut s'interposer, séparer, réconcilier, unifier et sécuriser. C'est l'exact profil du candidat du Soleil d'Avenir, le Pr. Abdoulaye SOMA. Il est un Leader politique nouveau, accommodant à toute la classe politique et la société civile. En tant que Président du Faso, il engagera un PROGRAMME DE VERITE TOTALE - REPARATION JUSTE - RECONCILIATION INTEGRE.

Le profil idéal pour réussir cela est celui du Président SOMA.

Cette réconciliation devrait être complétée par une stabilisation de la situation sécuritaire du Pays. A cet égard, un service militaire obligatoire d'un an au moins dans les différents corps des FDS pour les jeunes de 20 à 35 ans sera institué. Chaque année, 1 million de jeunes sont autorisés ou appelés à faire leur service militaire obligatoire dans les différents corps de FDS, pendant un an, cette durée étant fractionnable au maximum 4 fois. Cela permettra d'avoir une sorte de ressource humaine massive à la disposition des FDS, un grand apport pour la sécurité personnelle et institutionnelle.

La formation suivie, ainsi que le déploiement des appelés dans les différents corps des FDS va accroître la discipline sociale, le civisme et le maintien de l'ordre.

Un investissement conséquent sera fait pour augmenter et moderniser la logistique d'opération des différents corps et services de FDS.



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



soleildavenirpolitique@gmail.com



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76



Jusqu'au bout du rêve

2. UN GOUVERNEMENT DE 13 MINISTRES. UN GOUVERNEMENT RESTREINT, DES ECONOMIES D'ARGENT POUR L'ASSISTANCE SOCIALE

Le Mouvement SOLEIL D'AVENIR propose que le gouvernement soit composé de 13 ministres, à raison d'un ministre par région. Cela règle deux problèmes. Cela règle d'abord le déséquilibre géographique et géostratégique critiqué des gouvernements du Burkina Faso. Souvent, le gouvernement est formé avec un déséquilibre trop marqué d'une région à une autre. Les gens dans les régions défavorisées en ressentent de l'exclusion, de la discrimination, de la marginalisation, de la stigmatisation, autant de sentiments négatifs pour le développement solidaire de la République. Notre vision résout ce problème dangereux. Cette vision règle ensuite, le problème des surcoûts de fonctionnement de l'Etat. 13 ministres, c'est une réduction de 20 ou 30 du nombre de ministres des gouvernements Burkinabè. C'est une bonne réponse à la demande des citoyens, des Etats et institutions partenaires. Cela aboutit à une réduction du train de vie de l'Etat, les économies qui s'en dégagent seront utilisées pour réduire les couts des produits de première nécessité et de grande consommation. Un ministre coûte trop cher au Pays, surtout que les salaires et avantages ne sont pas stabilisés et augmentent au gré des exagérations des relations entre les ministres et le Président. Il faut arrêter la gabegie ministérielle et se concentrer sur l'amélioration du sort des populations et du Pays. La proposition est réaliste et efficace.

D'ailleurs, sous la deuxième République, avec le Président Sangoulé LAMIZANA, la Constitution limitait le nombre de ministres à 15. Cela a permis d'apprécier le régime quant à la réduction des dépenses de l'Etat, accompagnant la réussite économique et financière par la *garangose* du Ministre des finances Tiémoko Marc GARANGO. Ce que le SOLEIL D'AVENIR propose a donc déjà fait la preuve de son efficacité au Burkina Faso. Ailleurs, la Suisse a un gouvernement de 7 ministres depuis plusieurs siècles en étant l'un des pays européens les plus prospères, et les USA, avec plus de 300 millions d'habitants ont un exécutif d'environ 20 secrétaires d'Etat autour du Président, qui ne les empêche pas de rester la première puissance du monde.



Jusqu'au bout du rêve

3. FORMULE MAGIQUE. GOUVERNANCE INCLUSIVE. PARITE HOMMES-FEMMES-JEUNES-ADULTES DANS LA GESTION DU PAYS. UNE GOUVERNANCE DE TOUS, PAR TOUS, POUR TOUS

C'est le principe et la formule de la parité hommes-femmes et Jeunes-adultes dans la composition des organes principaux de gestion de l'Etat. Quand le SOLEIL D'AVENIR a le pouvoir, tous les organes fondamentaux de gouvernance de l'Etat, notamment le gouvernement, le parlement, les conseils régionaux, les conseils municipaux et les conseils d'administration des sociétés d'Etat, seront composés de 50% d'hommes/50% de femmes ; 50% de jeunes de moins 35 ans/ 50% d'adultes de plus de 35 ans. Il en va ainsi parce que les jeunes représentent près de 80% de la population et les femmes près de 55% de la population, pourtant dans les organes de gouvernance du Pays, nous avons couramment 0% de jeunes, et moins de 30% de femmes. Avec la formule magique, les jeunes et les femmes seront formés, valorisés, responsabilisés et promus, à côté des hommes et des adultes dans un équilibre où tout le monde se sent concernés, pris en charge et prise en compte dans la gestion du Pays.

Pour démontrer que cette vision est possible, le SOLEIL D'AVENIR applique déjà la formule magique dans la composition de ses organes principaux. Par exemple, la Présidence du SOLEIL D'AVENIR est composée d'un président et de 4 vice-présidents en provenance de chacune des 13 régions du Burkina Faso. Ces 4 vice-présidents sont désignés en sorte qu'il y a une femme adulte et une femme jeune ; un homme adulte et un homme jeune. Cela fait un équilibre parfait. Tous les bureaux, comme le bureau politique national, sont ainsi constitués. Cela fait également qu'au SOLEIL D'AVENIR, il n'est pas besoin d'avoir un bureau politique des jeunes à côté du bureau politique national (BPN), parce que les jeunes sont déjà responsabilisés dans le BPN aux plus hauts postes. La place des jeunes et des femmes leaders se trouve au SOLEIL D'AVENIR aux côtés des hommes leaders et en équité. Le Pr. SOMA est donc à la fois le candidat des jeunes et le candidat des femmes.





Jusqu'au bout du rêve

4. LA BOURSE A TOUS LES ELEVES ET ETUDIANTS DU CPI AU DOCTORAT. TU ES ELEVE OU ETUDIANT, TU AURAS UNE BOURSE.

Le programme de bourse générale dans le système éducatif du CP1, jusqu'au doctorat consiste à donner une bourse adaptée, conditionnée et progressive à chaque élève et étudiant.

La bourse consistera à l'octroi d'une somme de 1000 FCFA par mois pendant 10 mois dans l'année pour chaque élève du CP1. Si l'élève réussit à passer en classe supérieure CP2, la bourse devient 2000 FCFA par mois pendant 10 mois dans l'année pour chaque élève du CP2. La bourse est augmentée de 1000 FCFA par niveau de passage, ainsi de suite jusqu'en classe de terminale. A l'Université la bourse sera de 20.000 FCFA par mois pendant 10 mois dans l'année pour chaque étudiant de première année. La bourse est augmentée de 5000 FCFA par niveau de passage, ainsi de suite jusqu'au doctorat.

Cette bourse concerne aussi bien les filles que les garçons, les élèves que les étudiants, ceux inscrits dans les établissements publics ainsi que ceux inscrits dans les établissements privés.

D'après nos évaluations, il faudra environ 100 milliards de FCFA par an pour satisfaire cette mesure importante.

Avec cette bourse, tout enfant en âge d'aller à l'école y sera envoyé par ses parents, sans qu'il y ait besoin d'obliger, la crainte étant fréquemment à cet égard le manque de moyens.

Avec cette bourse aucun élève ni aucun étudiant ne sera obligé d'arrêter ses études faute de moyens des parents. Il peut aller jusqu'à là où ses ambitions ou ses capacités le conduisent. Cela fait égalité des chances de succès pour tous et possibilité pour tous de changer de statut social. Nelson Mandela a bien dit que « l'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde ».

Avec cette bourse, tous les élèves, tous les étudiants et tous les parents seront intéressés par les bons résultats, puisque plus on travaille, plus on avance, plus on gagne dans le système.

Avec cette bourse, tous les burkinabè et toutes les familles bénéficieront de l'appui de l'Etat en matière d'éducation, car quasiment toutes les familles sont connectées au système éducatif.

Avec cette bourse, au-delà même du domaine de l'éducation, ce sont des filets de sécurité et de protection contre l'indigence et l'extrême pauvreté qui sont créés pour le peuple par l'Etat.



SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

Les versements mensuels, après avoir servi à satisfaire les besoins premiers et prioritaires de l'éducation, peuvent être mis à contribution pour gérer d'autres besoins de première nécessité, notamment l'alimentation, l'eau, le logement, la santé et autres commodités du minimum vital.

Cette bourse a une utilité transversale et générale, et l'on ne devrait pas hésiter à investir davantage s'il le fallait, pour une mesure qui sera ressentie concrètement par chaque personne comme améliorant sa vie quotidienne. Abraham Lincoln a bien pensé que « si vous pensez que l'éducation coûte chère, essayez l'ignorance ».

La bourse est aussi une forme de partage générale, concrète et équitable des ressources nationales, même minimales, car comme le dit Pierre-Claude Victor Boiste « l'éducation seule peut faire jouir pleinement des avantages de la richesse ».



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



soleildavenirpolitique@gmail.com



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76



Jusqu'au bout du rêve

5. CREATION D'EMPLOIS. 10.000 EMPLOIS PAR AN DANS LE SECTEUR PRIVE INFORMEL.

Pour la création d'emploi, le programme consiste à investir 2 milliards de FCFA par an, ou ce qu'il faudra, pour donner 1 million de FCFA à toute personne, notamment les femmes, les jeunes, les chômeurs, paysans, gens voulant s'investir dans le secteur privé informel, qui proposent une activité, qui puisse employer au moins 5 personnes.

Avec les 2 milliards de FCFA, on pourra donner 1 million de FCFA à 2000 personnes l'an, chacune engageant une activité qui emploie au moins 5 personnes. Cela fera 10.000 personnes s'engageant et s'occupant dans un emploi par an. Avec les cinq ans de mandat, ce sera au total au moins 50.000 emplois qui seront créés dans le secteur privé informel.

L'avantage ici est que la somme est donnée et non pas prêtée. C'est le soutien de la Nation aux entreprises et personnes concernées.

L'avantage de ce mécanisme est que les 50.000 emplois créés résorbent le chômage, sans grever ou augmenter le budget de l'Etat, puisque les emplois sont créés dans le secteur privé et ne sont pas connectés au budget courant de l'Etat.

Des dispositions et garanties juridiques et financières sont prises pour protéger la sincérité, l'efficacité et l'efficience du mécanisme, ainsi que la protection des emplois et des salaires créés.





6. EQUITE ET EFFICACITE SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE. FIN DE LA FRUSTATION SALARIALE, DOUBLEMENT DES SALAIRES

Une réforme de la fonction publique va conduire à la suppression des avantages discriminatoires pour le doublement, au moins, des salaires de bases des agents publics.

La réforme va conduire à une refonte de la structure des salaires et une indexation des salaires au niveau d'étude et de responsabilité.

Cela aboutira à une fonction publique juste et non discriminatoire, car à niveau d'étude égal, salaire égal, et à niveau de responsabilité égal, salaire égal.

Cela aboutira également à une fonction publique performante, car chacun pourra faire la profession de sa vocation, le salaire étant invariable pour la fonction. Le salaire n'est plus indexé au métier, mais au diplôme.

Une réglementation permettra d'instituer le cadre juridique et social adéquat.

En complément, une somme fixe de 150 millions l'an sera bloquée pour donner une assistance sociale viagère de 30 mille FCFA par mois aux 5 mille personnes les plus âgées de la Nation.





Jusqu'au bout du rêve

7. AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE. UNE PROVINCE, UN CHAMP PUBLIC POUR NOURRIR LE PEUPLE.

L'objectif est de réaliser l'autosuffisance alimentaire nationale pour les denrées alimentaires de première nécessité et de grande consommation au Burkina Faso, notamment les céréales, l'oléagineux et les tubercules de base.

Le programme d'autosuffisance alimentaire nationale consiste à la création d'un champ public ou champ d'Etat dans chaque province.

Dans chaque province, les termes de référence consisteront à faire produire la denrée alimentaire pour laquelle la localité a un avantage comparatif par rapport aux autres.

Dans chaque province, les termes de référence consisteront à faire produire la denrée alimentaire indiquée en une quantité calculée pour couvrir les besoins alimentaires nationaux en cette denrée spécifique. La dimension du champ et le moment de la production seront décidés en fonction de ces données pour atteindre l'objectif fixé.

Les prisonniers et les personnes sans emploi, ainsi que les ressources humaines de la paysannerie traditionnelle pourraient être mis à contribution pour les travaux champêtres d'intérêt public.

Ainsi, le Burkina Faso réalisera l'autosuffisance alimentaire nationale, qu'il avait atteint sous la révolution sankariste et qu'il a perdu depuis lors et ne fait que descendre aux enfers de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, suivant les statistiques officielles nationales et internationales.

Ainsi, le Burkina Faso assumera l'objectif exprimé au sein de la communauté internationale, ainsi que par la paysannerie nationale d'investir au moins 10% du PIB dans la production agricole.

Avec une population à plus de 85% agricole et rurale, cet objectif devient impératif.

Le Président Abdoulaye SOMA, qui est fils de paysan, qui a consacré sa thèse de doctorat au *droit à l'alimentaire et la sécurité alimentaire en Afrique* soutenue à l'Université de Genève, qui est une référence mondiale dans ce domaine, qui a donc déjà réfléchi hautement sur la façon de réaliser l'autosuffisance et la sécurité alimentaire, se présente comme le meilleur profil de candidat pour cet objectif de première importance.





8. CONSTRUCTION D'UN HOPITAL DE REFERENCE NATIONALE ET INTERNATIONALE. UN HOPITAL ACCESSIBLE A TOUS, ZERO (0) EVACUATION SANITAIRE

Le but de cette mesure est d'ouvrir les soins hospitaliers publics à tous et de valoriser les soins locaux

Cette mesure va consister à construire un hôpital de référence au moins égal à celui de Tengandogo, et d'y ajouter 3 ailes nouvelles :

Une aile pharmacopée et médecine traditionnelles, qui permet le traitement des malades sur la base des savoir-faire et pratiques traditionnelles des différents groupes de population, de cultures et de coutumes.

Une aile spirituelle, qui permet l'accompagnement en prière et l'invocation de la main de Dieu pour les malades par les autorités religieuses de leur confession.

Une aile VIP, qui permet la prise en charge des maladies complexes à soin coûteux.

Cette mesure de programme permet de pouvoir soigner toutes les catégories de citoyens dans le même hôpital public.

Cette mesure entraîne la réduction, la limitation, sinon en principe la suppression totale des évacuations sanitaires trop coûteuses et trop sélectives par an.





9. MODERNISATION DE LA PRESENTATION INFRASTRUCTURELLE DU PAYS. UNE PROVINCE, UN MILLIARD PAR AN POUR SE CONSTRUIRE

Le programme de modernisation des infrastructures du pays consiste à allouer dans le budget national une somme d'un milliard de FCFA pour réaliser l'infrastructure de choix, avec priorité pour les routes et bâtiments.

Chaque année, chaque province décidera des infrastructures dans lesquels elle va investir la dotation, ce qui crée une démocratie de développement et un développement démocratique.

Les travaux à effectués doivent l'être en priorité par des entreprises et de la ressources humaines locales, ce qui va créer de l'activisme économique, de la résorption du chômage local et le développement socio-économique des terroirs.

Cet investissement permettra, à court ou moyen termes, de réduire jusqu'à supprimer les fonds alloués chaque année à la prise en bail de bâtiments privés par l'administration publique : L'Etat locataire devient l'Etat bailleur.

Le mécanisme de contrôle et de réception des travaux sera national.



SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progress-Justice

10. ADRESSAGE NATIONAL GENERAL DES CITOYENS. UN CITOYEN, UN NUMERO, UNE ADRESSE

Le programme d'adressage national général des citoyens a pour objectif de faciliter l'identification et la communication entre les institutions et chaque membre du peuple.

Le programme d'adressage national général des citoyens consiste à attribuer gratuitement à chaque citoyen un numéro permanent, et chaque citoyen précise pour lui une adresse permanente.

Ce programme permettra une facile identification des citoyens, utile en période d'insécurité.

Ce programme permettra une communication sûre et fluide entre l'Etat et chaque citoyen, pour les besoins de la contribution des citoyens à la gestion du Pays, ainsi que pour les besoins des services de l'Etat envers des citoyens spécifiquement identifiés, tels que les aides, bourses, prêts, etc.

Ce programme pourra permettre à moyen-terme l'initiation des services à distance, comme le vote électronique et les paiements électronique réciproques entre l'Etat et les citoyens.



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



soleildavenirpolitique@gmail.com



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76

SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

11. DEVELOPPEMENT ET RATIONALISATION DU SECTEUR MINIER DE L'ETAT. UNE SOCIETE MINIERE D'ETAT, L'OR DU FASO AU FASO

Le projet est de créer une société d'Etat en matière d'exploitation minière et des carrières. Cela évitera les évaporations financières, budgétaires, fiscales et salariales au détriment du peuple.

Cela s'accompagnera d'un contrôle restreint des nouvelles autorisations d'exploration ou d'exploitation minières demandées par les multinationales au Burkina Faso.

Le potentiel de développement national, de réduction du chômage et d'amélioration des conditions de vie des personnes d'une telle politique minière est fort et grand.



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



soleildavenirpolitique@gmail.com



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76



Jusqu'au bout du rêve

12. INSTITUTION D'UN FONDS DE SOUVERAINETE POUR L'AUTO-FINANCEMENT DU BUDGET ANNUEL. LE FOND MONETAIRE BURKINABE

L'objectif est d'autonomiser le financement du budget annuel et d'indexer le volume du budget annuel aux moyens propres de l'Etat.

Cet élément du programme consiste à créer un FOND MONETAIRE BURKINABE, avec une forte dotation initiale d'au moins 100 milliards de FCFA. Ce fonds sera adossé à une société fiduciaire chargée de faire fructifier et gérer le fonds.

Le fonds sera géré par un Directeur, dont l'expertise est avérée et l'expérience démontrée dans ce domaine.

Le mécanisme consiste à faire placer les fonds sur les marchés financiers et boursiers, afin de les faire fructifier pendant un an et reverser chaque fois les bénéfices des transactions dans les profits du fonds.

Au moment d'établir le budget national chaque année, on fait le point des bénéfices consolidés du fond et le budget national est déterminé et distribué sur cette base.

Ainsi, le budget national, les dépenses de routine de l'Etat sont financées sur fonds propres. L'Etat vit selon ses moyens et non au-dessus de ses moyens. Il y a une réduction de l'endettement et de la dépendance budgétaire à l'égard de l'extérieur.

Les relations financières avec les partenaires internationaux sont maintenues mais circonscrites aux gros investissements productifs pour notre Nation.

Ce fonds pourra recevoir mandat ou attribution de procéder à certaines opérations financières nationales, notamment les prêts, bourses, ou aides aux acteurs nationaux.



SOLEIL D'AVENIR
(Mouvement S.A.)

Jusqu'au bout du rêve



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

13. CREATION D'UN VRAI POUVOIR JUDICIAIRE. UNE JUSTICE INDEPENDANTE, FORTE ET PERFORMANTE POUR UNE NATION EN CONFIANCE. ELECTION DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET CREATION D'UNE FONCTION PUBLIQUE JUDICIAIRE

Dans le domaine de la justice, le programme consiste à faire élire le ministre de la justice garde des sceaux et le président du conseil constitutionnel directement par le peuple, les chefs des juridictions et les membres du conseil constitutionnel seront élus par le parlement au bulletin secret. Le mécanisme sera complété par la création d'une fonction publique judiciaire autonome et indépendante. Cela permettra de créer un véritable pouvoir judiciaire, pour l'équilibre des pouvoirs. Cela permettra également de garantir davantage l'indépendance de la justice. Le mécanisme permettra également la performance et la compétence des juges, avec leur droit d'avoir tous les trois ans un congé sabbatique pour le recyclage à l'Université.



+226 78 19 09 41 | 76 62 75 11



soleildavenirpolitique@gmail.com



+226 67 84 34 51 / 52 06 76 76



14. REGAIN ET RENFORCEMENT DE L'INFLUENCE INTERNATIONALE DU BURKINA FASO. UN LEADERSHIP DIPLOMATIQUE CONQUIS. UN PANAFRICANISME ACTIF

En Afrique, la politique étrangère sera orientée vers l'initiative et le pilotage d'un processus poussé d'intégration continentale. Un panafricanisme actif consistera à cultiver de particulièrement excellentes relations diplomatiques ou politiques avec les chefs d'Etats et les leaders politiques africains favorables à la construction à court ou moyen termes des Etats-Unis d'Afrique. La profondeur de l'amitié et de la fraternité entre le Burkina Faso et tel ou tel Etat, dirigeant ou opposant politique étranger seront fonction de leur adhésion à cet idéal panafricaniste.

Dans la communauté internationale, la politique étrangère aura pour mission d'assurer la présence du Burkina Faso dans les institutions internationales et parmi leurs fonctionnaires. Un organe de la détection nationale et du placement international des burkinabè compétents aux hautes fonctions internationales et diplomatiques sera mis en place pour s'occuper de recenser et placer les burkinabè compétents, sans distinction politique, ethnique, ni aucune, dans les postes internationaux identifiés comme prenables et bénéfiques pour la nation. Une diplomatie offensive pour un repositionnement international du Pays des Hommes intègres.





15. REFORME CONSTITUTIONNELLE. UN CONSTITUTIONNALISTE POUR UNE CONSTITUTION SIMPLE ET JUSTE

Refonte de la structure de l'organisation administrative et de la gouvernance démocratique du Pays.

Sur l'organisation administrative, faire en sorte que les régions, les provinces et les communes soient découpées et traitées de façon équitable, en superficie et en démographie.

Sur la gouvernance démocratique, faire en sorte que chaque burkinabè, dans sa catégorie sociale et dans sa zone géographique soit pris en compte dans la configuration de la gouvernance du Pays, notamment l'interdiction qu'une autorité républicaine soit secondée ou remplacée au-delà de deux degrés par quelqu'un avec lequel il a en partage le même sexe, la même religion, la même région.

Dans le but d'insérer des valeurs dans la gouvernance de l'Etat, le parlement comportera une deuxième chambre. La chambre des sages, qui sera composée notamment des chefs traditionnels, coutumiers, religieux et des personnalités qui font autorité morale, et auxquels on a l'habitude de recourir dans la résolution des crises de notre nation. On instituera un bicamérisme parfait, c'est-à-dire qu'une loi n'est adoptée, publiée et appliquée comme loi de la République qu'avec le consentement des deux chambres, à savoir la chambre basse qui est la chambre des députés et la chambre haute qui sera la chambre des sages.

Ce sont des mesures d'équitabilisation, de moralisation, de stabilisation et de consolidation des institutions constitutionnelles et politiques qui seront amenées par la réforme constitutionnelle.

